

N° 85/CA du Répertoire

N° 2008-44/CA du Greffe

Arrêt du 17 juillet 2013

AFFAIRE : AFOUDA Ramatou

C/

**PREFET DE L'ATLANTIQUE
ET DU LITTORAL**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date du 03 décembre 2007, enregistrée au secrétariat du Président de la Cour Suprême le 17 mars 2008 sous le n°0871 et au Greffe de la Cour le 19 mars 2008 sous le n°233/GCS par laquelle madame Ramatou AFOUDA a introduit un recours en annulation de l'arrêté préfectoral n°2/028/DEP-ATL/CAB/SP du 24 mars 1998 ;

Vu la lettre n°0586/GCS du 19 octobre 2009 par laquelle la requérante a été mise en demeure aux fins d'accomplir les formalités prévues par les articles 3 et 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures devant les formations juridictionnelles de la Cour Suprême ;

Vu la lettre n°0656/GCS du 08 avril 2011 invitant la requérante à produire son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre datée du 14 juin 2011, enregistrée au Greffe de la Cour le 23 juin 2011 sous le n°526/GCS par laquelle Maître Arthur A. BALLE, Avocat à la Cour, s'est constitué aux intérêts de madame AFOUDA Ramatou et a sollicité une prorogation de délai pour produire son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre n°2304/GCS du 06 décembre 2011, accordant la prorogation du délai à Maître Arthur A. BALLE pour faire parvenir à la Cour le mémoire ampliatif ;

Vu la lettre en date du 04 janvier 2012, enregistrée au greffe de la Cour le 20 janvier 2012, par laquelle Maître Arthur A. BALLE, conseil de la requérante a déclaré se désister purement et simplement de l'instance portée devant la Cour par requête en date du 03 décembre 2007 ;



Vu le paiement de la consignation légale constaté au dossier par reçu n°3918 établi le 1^{er} février 2010 au nom de la requérante par le Greffier en Chef de la Cour ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'avocat général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que madame Ramatou AFOUDA a saisi la Chambre Administrative de la Cour Suprême d'un recours en annulation de l'arrêté préfectoral n°2/028/DEP-ATL/CAB/SP du 24 mars 1998 par lequel le Préfet de l'Atlantique a annulé l'arrêté préfectoral n°2/250/DEP-ATL/SG/SAD du 20 octobre 1997 qui confirmait son droit de propriété sur la parcelle « I » du lot 2139 de Mènantin ;

Qu'invitée à produire à la Cour son mémoire ampliatif, madame Ramatou AFOUDA, par l'organe de son conseil Maître Arthur A. BALLE, a, par correspondance en date du 04 janvier 2012 enregistrée au Greffe de la Cour le 20 janvier 2012, déclaré se désister de son instance ;

Qu'il y a lieu de lui en donner acte.

Par ces motifs,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est donné acte à madame Ramatou AFOUDAH de son désistement d'instance.

Article 2 : Les frais sont mis à la charge de la requérante.




Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT;

Eliane R. G. PADONOU }

Et

Etienne FIFATIN }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix-sept juillet deux mille treize, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime G. MADODE, Avocat Général ;

MINISTERE PUBLIC ;

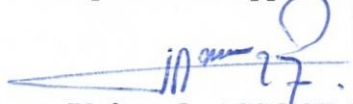
Hortense LOGOSSOU-MAHMA

GREFFIER ;

Et ont signé :

Le président-rapporteur,

Le greffier,



Jérôme O. ASSOGBA



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

